

# “Bacquelaine n’a pas de plan global pour les pensions”

- Marie-Hélène Ska dénonce le manque de prévisibilité de la réforme des pensions et le “deux poids, deux mesures” du gouvernement Michel.
- La secrétaire générale de la CSC appelle le politique à entendre le message de la population. Sinon..

*“Le rôle du politique est de tracer une vision de la société telle qu’il la voit à long terme et du chemin à parcourir pour y arriver, mais c’est aussi de faire en sorte que ce chemin soit possible pour le plus grand monde.”*

Entretien Laurent Gérard

**M**arie-Hélène Ska, secrétaire générale de la CSC, fait sa rentrée. Le numéro deux du syndicat chrétien se montre inquiète de l’impact de certaines décisions fédérales et, surtout, du manque d’écoute, par le politique, des préoccupations des citoyens. *“Un problème démocratique fondamental”*, dit-elle.

**Si l’on regarde la situation économique (croissance, emploi, impôt des sociétés en baisse, ce qui doit permettre d’engager...), le gouvernement Michel fait du bon boulot, non ?**

Si de l’emploi se crée, tant mieux. Mais en Wallonie et à Bruxelles, le chômage ne diminue pas en proportion. Et s’il diminue, c’est essentiellement par le biais des exclusions, plus de 30 000 depuis 2015. Quant à l’impôt des sociétés, nous ne nous sommes jamais opposés à ce qu’il baisse, pour autant que ce soit budgétairement neutre. Ce qui m’étonne, c’est que le gouvernement n’annonce pas de révision des intérêts notionnels ni la fin de certaines échappatoires fiscales. Les salaires sont encadrés, mais pour les capitaux, quasi tout est permis.

**C’est-à-dire ?**

Il n’y aura pas de cadastres des fortunes; la Belgique ne participera pas à la mise en place de la taxe sur les transactions financières; il y a plus de 220 milliards d’euros qui sont placés légalement dans les paradis fiscaux et cela n’a pas l’air d’émouvoir qui que ce soit au gouverne-

ment. Les cadeaux tombent dans la même direction. On ne veut pas réduire les inégalités.

**Dans les mesures suédoises (tax shift, moindre valorisation des périodes de chômage pour la pension...), il y a un souci de réduction des inégalités, avec un traitement spécifique pour les bas salaires. S’agit-il vraiment du gouvernement antisocial que les syndicats décrivent ?**

Ce gouvernement annonce une augmentation des revenus des bas salaires au 1<sup>er</sup> janvier 2018, je ne le nie pas. Mais cela concerne peu de gens. Et dans le même temps, il réduit l’assimilation des années de chômage. Quelqu’un qui a une pension mensuelle de 1 042 euros, va perdre 147 euros par an. Qu’il y ait une différence de pension si vous avez travaillé toute votre vie ou pas, je peux l’entendre. Mais le niveau de nos pensions est déjà parmi les plus bas d’Europe. Qu’on augmente les pensions des travailleurs.

**Ces mesures ne sont-elles pas prises pour assurer la pérennité du système de pensions ?**

C’est comme cela que c’est présenté. Mais pour réformer un système de pension, qui est un contrat social entre les actifs et les inactifs et entre les générations, il faut de la prévisibilité. Or, le ministre Bacquelaine avance bille en tête sur une série de dossiers (prise en compte des premières années de la carrière et pas des meilleures années; réduction des assimilations...) sans avoir de plan global, si ce n’est un budget à ne pas dépasser.

**La pension à points, qui est aussi une façon de pérenniser le système, vous la rejetez en bloc ?**

Je n’ai pas de problème avec une pension à points, à pois, à carottes ou à tout ce qu’on veut. Ce qui m’importe, c’est la valeur du point, ce que le pensionné va toucher. Est-ce que ce montant sera stable? Est-ce qu’il aura un lien avec la carrière? Ce sont nos conditions. Sinon, on se retrouvera comme en Allemagne, le soi-disant pays du miracle européen, où un million de pensionnés doivent travailler pour vivre. C’est indigne d’une société développée en 2017. Et cela va empirer, vu le nombre de jobs à 4 euros de l’heure, sur lesquels il n’y a pas de cotisations de pensions.

**En Allemagne, il y a des travailleurs pauvres, mais on vous rétorquera qu’il y a moins de chômeurs.**

C’est un argument qui revient de plus en plus, notamment à propos de l’économie de plateforme. C’est aussi ce qu’on nous a vendu avec l’interim. Or, on voit que les travailleurs restent longtemps dans l’interim. Au lieu d’avoir une économie dynamique, où les travailleurs parviennent progressivement à une situation stable, on accumule les couches de précarité.

**La FGTB annonce des grèves des services publics. Pas la CSC. Vous avez abandonné cette arme ?**

Non. On a toujours dit: d’abord la concertation. En 2014 et 2015, la question ne se posait pas parce que les attaques étaient frontales.

*“Je n’ai pas de problème avec une pension à points, à pois ou à carottes. Ce qui m’importe, c’est ce que le pensionné va toucher.”*

Aujourd'hui, même les grèves ne sont pas entendues par le gouvernement. Je suis toujours étonné de voir que les débats se focalisent sur les grèves et les manifestations, qui se font de façon visible et encadrée, alors que le lobby opaque dans les salons feutrés de la Chancellerie semble plus efficace. C'est un malaise démocratique fondamental. Le mal-être d'une grande partie de la population est nié, mais les intérêts de petits groupes sont pris en compte.

**Est-ce que les revendications syndicales représentent les souhaits de la population? Beaucoup de gens sont syndiqués, mais tous ne sont nécessairement acquis aux thèses syndicales.**

Une partie du monde du travail profite de la mondialisation et de ses effets positifs, mais une grande partie de la population est inquiète et a du mal à boucler ses fins de mois. Ces revendications sont aussi légitimes. En Europe, on veut cacher cette réalité. On veut voir le jeune cadre dynamique qui sort de Solvay monter sa start-up. Pas de problème, on a besoin de gens comme ça. Mais il n'y a pas qu'eux. Ce n'est pas parce que l'on est chômeur, pensionné ou malade que l'on n'aspire pas à un mieux-être pour soi et ses proches.

## L'avertissement de Marie-Hélène Ska aux politiques

La rentrée politique a été l'occasion de nouvelles attaques contre les syndicats accusés par Bart De Wever (N-VA) ou Alexander De Croo (Open VLD) de ne regarder que leur nombre ou d'être hostiles à tout changement. Marie-Hélène Ska interprète ces sorties comme le signe que "certains responsables politiques rêvent tout haut qu'une fois élus, ils font ce qu'ils veulent pendant cinq ans". "Mais la démocratie, c'est plus que cela. C'est un dialogue permanent avec les corps intermédiaires, qui amènent de la stabilité, plutôt qu'une relation directe entre un élu et le peuple. Le rôle du politique est de tracer une vision de la société telle qu'il la voit à long terme et du chemin à parcourir pour y arriver, mais c'est aussi de faire en sorte que ce chemin soit possible pour le plus grand monde. Aujourd'hui, j'entends beaucoup vanter les mérites de la nouvelle économie, de la manière dont il faut se positionner, radicalement différente. Mais quand vous expliquez cela à la caissière d'un supermarché qui ne sait pas si c'est son enfant étudiant, son parent flexi-jobiste ou le self-scan qui lui prendra son emploi; quand vous lui dites : 'C'est le progrès et ce qui adviendra de vous, je m'en fiche'; ou quand vous dites à un employé d'ING qu'il va devoir travailler le samedi, le dimanche et le soir, sans se soucier de la façon de le faire, alors on a un problème majeur. Le rôle des syndicats, c'est de régler le comment, mais aussi de se rendre compte et de prévenir que ce ne sera pas possible de travailler jusqu'à 20 h ou le week-end.

*parce que ce n'est pas humainement souhaitable. Une des difficultés majeures que nous avons avec le politique aujourd'hui, c'est qu'il estime que le souhaitable, c'est lui et lui seul qui doit le déterminer. Moi, je crois à une démocratie riche, qui vit, a de l'épaisseur. Pas juste Jupiter et le reste de ses semblables. C'est d'autant plus important lorsque les conditions de vie de ceux qui sont tout en haut sont si différentes de celles de la population."*

### Le progrès social, pas la régression

Quant au soi-disant conservatisme syndical, M<sup>me</sup> Ska fait cette mise au point : "Nous sommes attachés au progrès social. On n'est pas contre le changement. Mais si c'est pour arriver à une situation qui, qualitativement et collectivement, est plus tendue, cela s'appelle une régression sociale. Quand je vois le nombre de personnes malades au travail, parce que la pression est trop forte ou que le travail n'a plus de sens, je dis qu'il y a un problème. La question à se poser, c'est : est-ce tenable pour les travailleurs et la collectivité ? Dix-huit pour cent des indépendants ont déjà fait un burn out. C'est un gâchis humain colossal. Une société qui se veut à la pointe doit prendre en compte les critères de développement humain et pas que le taux de croissance."

Et de lancer un avertissement au monde politique, et pas seulement aux partis au pouvoir : "Il n'est pas possible, dans une démocratie, d'un côté, de se plaindre du comportement des électeurs, de leur zapping électoral et, de l'autre, de considérer tout ce que les gens disent – qu'ils soient travailleurs, malades, indépendants... – comme moins que rien, parce que dans les salons feutrés où l'on se trouve, la bonne pensée du FMI ou de l'OCDE, est différente. Il y a là un vrai problème, et cela mine petit à petit nos sociétés. Cela a explosé en Espagne et en Grèce. La situation est difficile en Italie. En France, il y a une décomposition majeure. Et en Belgique, on n'en est pas très loin."